

- Une note de lecture : de Montesquieu à Machiavel ou l'inverse -

En relisant un "livre de poche" paru en 2011, j'ai repris contact avec l'écrit de celui qui a murmuré à l'oreille des dominants pendant 2000 ans, Monsieur J. Attali.

Ce livre qui traite de la **dette** à travers l'Histoire s'intitule :

"TOUS RUINÉS DANS DIX ANS ?"

Attention, il y a un point d'interrogation, technique utilisée pour ne pas prendre position.

Onze ans après, je tenais à en extraire une citation de Montesquieu (page 50). Montesquieu (1689-1755) est l'auteur, *entre autres*, de "**De l'esprit des lois**", publié à Genève en 1748, livre qui a été au programme scolaire.

La citation au sujet "des dettes publiques" :

"Quelques gens ont cru qu'il était bon qu'un État dût à lui-même : ils ont pensé que cela multipliait les richesses en augmentant la circulation", "*mais la dette publique*" "ôte les revenus véritables de l'État à ceux qui ont de l'activité et de l'industrie, pour les transporter aux gens oisifs : c'est-à-dire qu'on donne des commodités pour travailler à ceux qui ne travaillent point, et des difficultés pour travailler à ceux qui travaillent."

Je rappelle que cette citation, rapportée par Monsieur ATTALI en 2011, date de 1748.

Comment actualiser cette approche de Montesquieu à ce qui se passe depuis l'effondrement économique et financier de 2008 pour ne pas revenir à celui de 87-90 alors qu'il y a un lien entre les deux ? "87-90" nous a coûtés **la faillite du franc**.

Les milliards déversés par les États pour continuer à jouer au "Monopoly" avec la complicité des Banques centrales sont le terreau de **l'inflation**. Trop de monnaie détruit la valeur de la monnaie. C'est une règle comptable, capitalisme ou pas.

L'inflation est la forme polie qui caractérise une **dévaluation**.

Autre technique : **changer la monnaie**.

L'opération commando nommée "**euro**" a masqué une énorme dévaluation.

Revenir en arrière ferait resurgir notre réalité. Nous y sommes enchaînés.

Les monnaies numériques préparent le terrain pour une éventuelle substitution car il y a un marché privé à contrôler. Les multi-millionnaires prennent position.

Depuis des années, l'inflation a été retenue par les banques centrales par une émission de prêts à taux très bas voire négatifs, une ineptie en terme de gestion.

Le capitalisme est devenu financier à 90 % par nécessité.

Bruxelles s'est équipé de poubelles sans fond pour y jeter les prêts qui ne seront pas remboursés : les vertes sont pour les **dettes**, les jaunes pour recycler la **corruption**.

Plus l'inflation est **retardée** plus elle est **forte** quand elle est déclenchée et plus elle **dure** quand l'inéluctable a été artificiellement bloqué pendant des années.

Aujourd'hui, les banques centrales ne peuvent plus poursuivre cette escroquerie sur le plan économique, ni alimenter cette "cavalerie" consciente et irresponsable qui va coûter si chère à des **dizaines de millions d'individus**.

Pour les décideurs de cette émission monétaire forcenée, ces "**millions d'individus**" sont inscrits sur la ligne "**Pertes et profits**" de leur bilan. *Rien de nouveau !*

Si un particulier ou un chef d'entreprise jouait à ce jeu-là, il serait déclaré en faillite immédiatement et irait en prison. **Concensus général pour cautionner la supercherie !**

Salariés, retraités sont payés avec des flux monétaires imaginaires. *Pourtant, nous continuons à jouer à la dinette pour de vrai. **Le moment venu**, l'épargne sera ciblée.*

Actuellement, au Liban, avec une inflation de 210%, les habitants ont arrêté de "jouer à la dinette". Des mères braquent leur propre banque pour tenter de récupérer leur argent.

La base de la pyramide est toujours la plus impactée, le sommet de la pyramide, lui, en profite pour en rajouter une couche puisque c'est là que les prix sont fixés. Les niveaux intermédiaires, eux, sont coincés. Ils se soumettent comme à l'accoutumé.

Les banques centrales savent parfaitement que plusieurs pays sont en situation de faillite : en **France**, un premier ministre a déclaré le 21 septembre 2007 qu'il " *était à la tête d'un état en faillite*". Cela lui a coûté sa carrière politique. Depuis, la situation n'a fait que s'aggraver.

Au 1er janvier 2023, La France sera endettée à hauteur de **3000 milliards** d'euros.

Elle va devoir accepter l'inacceptable. **Normalement**, un banquier qui prête sciemment à un débiteur non solvable est juridiquement condamné.

Choisir le moment pour virer de bord et, surtout, trouver un coupable.

Si nous étions dans une cour d'école, j'intitulerais ces lignes "***C'est pas moi, c'est lui.***"

En fait, nous sommes depuis longtemps dans une grande cour d'école où les enfants ont été remplacés par des adultes qui cherchent toujours des coupables pour justifier leur incurie. La journaliste et écrivaine, **Noami KLEIN**, appellerait cela "***La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre***", publié chez Acte Sud en 2008.

Il fallait trouver un événement frappant pour les populations afin de fourguer leur inflation, quitte à le provoquer ! Avez-vous trouvé de quel événement il s'agit ?

Chaque époque a son **coronavirusse** pour recycler un bout de sa faillite économique et refiler des milliards à sa caste pour sauver les dividendes. Sauf que, là, l'arnaque est cachée sous un tapis couleur rouge sang, un tapis de bombes.

Dans cette histoire, il y a une question à se poser : qui va se retrouver dans les poubelles de l'Histoire, ni jaunes, ni vertes mais **rouges** ?

Montesquieu et Machiavel au théâtre :

En évoquant Montesquieu, je me souviens avoir fait des centaines de kilomètres pour voir une pièce de théâtre, à **Paris**, qui imaginait un dialogue entre **Montesquieu** et **Machiavel**, père spirituel de celles et ceux qui orientent notre destin et auteur d'un essai politique appelé "**Le Prince**", publié en 1532, après sa mort.

Pour faire simple, **Montesquieu** s'accrochait aux lois du moment pour baser son action. **Machiavel**, lui, cherchait à imposer SA **loi** de mille façons.

J'avais l'impression que le légaliste ne faisait pas le poids face au cynique puisque ce dernier s'octroyait le droit de changer les règles à tout moment sans états d'âme.

Vous pouvez retrouver le texte de ce dialogue sous le titre "***Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu***". ***Criant d'actualité !***